



Independent Advisory Board
for Supreme Court of Canada
Judicial Appointments

Comité consultatif indépendant sur
la nomination des juges de la
Cour suprême du Canada

Dear Madam/Sir,

RE: Supreme Court of Canada Appointment Process - 2017

On July 14, 2017, the Prime Minister of Canada opened the process to select the next justice of the Supreme Court of Canada to fill the vacancy which will be created by the retirement, on December 15, 2017, of Chief Justice Beverley McLachlin. The process is to fill the ninth position on the Supreme Court. From the nine members then assembled, the Prime Minister will identify the next chief justice. ([View Prime Minister's news release](#))

Under the process, used for the first time in 2016, an independent and non-partisan Advisory Board has been given the task of reviewing all applicants and identifying suitable candidates for consideration by the Prime Minister. The members of the Advisory Board were announced on July 17, 2017. ([View Prime Minister's news release](#))

In his Mandate Letter to the Advisory Board members, the Prime Minister asked that they develop and submit to him, by no later than October 23, 2017, a list of three to five qualified and functionally bilingual candidates from Western Canada (British Columbia, Alberta, Saskatchewan, and Manitoba) and Northern Canada (Northwest Territories, Nunavut, and Yukon). Candidates may demonstrate that they satisfy the geographical requirement by reference to their bar membership, judicial appointment or other relationship with Western Canada or Northern Canada. The question of whether a candidate is functionally bilingual will be assessed by the Office of the Commissioner for Federal Judicial Affairs in accordance with established and objective criteria.

The Board's Terms of Reference ([View Terms of Reference](#)) stipulate that in establishing a list of qualified candidates, members must seek to support the Government of Canada's intent to achieve a gender-balanced Supreme Court of Canada that also reflects the diversity of members of Canadian society, including Indigenous peoples, persons with disabilities and members of ethnic, linguistic and other minority communities, including those whose members' gender identity or sexual orientation differs from that of the majority.

As the Board's Chairperson, I encourage you to use your networks and knowledge of the judiciary and legal community in your jurisdictions to identify qualified candidates, and urge them to submit an application through the Office of the Commissioner for Federal Judicial Affairs at the following address: <http://www.fja-cmf.gc.ca/scc-csc/form-formulaire-eng.html>. Your early attention to this matter is much appreciated as the deadline to file an application for an appointment to the Supreme Court of Canada is September 15, 2017, at 23:59 PDT.

Yours truly,

The Right Honourable Kim Campbell, P.C., C.C., O.B.C., Q.C.,
Chairperson, Independent Advisory Board for Supreme Court of Canada Judicial Appointments



Independent Advisory Board
for Supreme Court of Canada
Judicial Appointments

Comité consultatif indépendant sur
la nomination des juges de la
Cour suprême du Canada

OBJET : Processus de nomination à la Cour suprême du Canada - 2017

Madame, Monsieur,

Le 14 juillet 2017, le premier ministre du Canada a ouvert le processus en vue de nommer le prochain juge de la Cour suprême du Canada pour combler la vacance qui sera créée suivant le départ à la retraite le 15 décembre 2017 de la juge en chef Beverley McLachlin. Le processus vise à pourvoir le neuvième poste à la Cour suprême. Parmi les neuf juges de la Cour suprême ainsi reconstituée, le premier ministre choisira le juriste le mieux placé pour être le prochain juge en chef du Canada. ([voir communiqué de presse du premier ministre](#))

En vertu du nouveau processus établi pour la première fois en 2016, un comité consultatif indépendant et impartial a reçu le mandat de passer en revue les candidatures et d'identifier des candidats qualifiés pour considération par le premier ministre. Les membres du comité ont été annoncés le 17 juillet 2017. ([voir communiqué de presse du premier ministre](#))

Dans sa lettre de mandat le premier ministre demande au Comité consultatif d'établir et de lui soumettre, au plus tard le 23 octobre 2017, une liste de trois à cinq candidats effectivement bilingues et provenant de l'Ouest canadien (Colombie-Britannique, Alberta, Saskatchewan, Manitoba) ou du Nord canadien (Territoires du Nord-Ouest, Nunavut, Yukon). Les candidats peuvent démontrer qu'ils satisfont aux exigences géographiques en indiquant leur appartenance à un barreau ou à un tribunal de l'une ou l'autre de ces régions, ou en établissant un lien avec celles-ci. La question de savoir si un candidat est effectivement bilingue sera évaluée par le Bureau du Commissariat à la magistrature fédérale Canada en conformité avec des critères bien établis et objectifs.

Le mandat du comité ([voir mandat](#)) prévoit qu'en vue d'établir une liste de candidats qualifiés, les membres cherchent à appuyer le gouvernement du Canada dans ses efforts pour atteindre, à la Cour suprême du Canada, l'équilibre des genres et la représentativité de la diversité de la société canadienne dont font partie les peuples autochtones, les personnes handicapées et les membres des communautés minoritaires linguistiques, ethniques et autres, y compris celles dont les membres ont une identité de genre ou une orientation sexuelle qui diffère de celle de la majorité.

À titre de présidente du comité, je vous prie d'utiliser vos réseaux et votre connaissance de la communauté juridique et judiciaire dans vos milieux pour identifier des candidats qualifiés et les inciter à déposer leur candidature par l'intermédiaire du Commissariat à la magistrature fédérale à l'adresse : <http://www.fja-cmf.gc.ca/scc-csc/form-formulaire-fra.html>. Je vous remercie de porter une attention immédiate à ce sujet puisque le délai de dépôt des candidatures pour une nomination à la Cour suprême du Canada prend fin le 15 septembre 2017, à 23 h 59, heure avancée du Pacifique.

Je vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La très honorable Kim Campbell, C.P., C.C., O.B.C., c.r.
Présidente, Comité consultatif indépendant sur la nomination des juges de la Cour suprême du Canada